



# ASSEMBLÉE NATIONALE

14ème législature

## convention du BIT sur le bien-être des gens de mer

Question écrite n° 49665

### Texte de la question

Mme Sylviane Alaux attire l'attention de M. le ministre délégué auprès du ministre de l'écologie, du développement durable et de l'énergie, chargé des transports, de la mer et de la pêche, sur l'absence de moyens pérennes et organisés dévolus aux organisations d'accueil des marins de commerce en escale dans les ports français. Pourtant, la convention n° 163 de l'Organisation internationale du travail, ratifiée par le Parlement français en 2004, précisent ces missions et moyens, visant à garantir l'accueil et le bien être des gens de mer. Force est de constater que les foyers d'accueil des marins se trouvent, près de dix ans après la ratification de cette convention, dans une situation particulièrement difficile, notamment dans les ports de Bayonne et Rouen. Alors même que la nécessité, la légitimité et le travail de ces foyers sont reconnus, ils luttent toujours pour leur survie. Cette situation est d'autant plus pénible que les textes en vigueur n'ont prévu aucun dispositif de financement contraignant. La proposition de créer un droit portuaire social, dont le montant serait fixé en fonction du tonnage du navire et intégré dans le coût global du transport maritime, dévolu au financement de ces foyers d'accueil pour le bien-être des marins, semble être une solution intéressante. Elle lui demande donc d'étudier la faisabilité de cette proposition qui permettrait la mise en oeuvre d'un système de financement durable de ces accueils.

### Texte de la réponse

La France a ratifié le 16 février 2004 la convention n° 163 de l'Organisation internationale du travail (OIT) sur le bien-être des gens de mer, en mer et dans les ports, confortant ainsi sa longue tradition maritime, d'accueil des marins en escale et de mise à leur disposition de moyens et services de bien-être. Les dispositions de cette convention ont été intégrées en 2006 dans la convention du travail maritime (MLC), également ratifiée par la France, en février 2013. Le décret n° 2011-2109 du 30 décembre 2011 portant création du Conseil supérieur des gens de mer a consacré une de ses trois formations au bien-être des gens de mer, affirmant ainsi toute l'importance attribuée par notre pays à l'accueil des gens de mer en escale. Le Conseil a été installé par le nouveau Gouvernement en juin 2012, il s'est réuni cinq fois depuis. Il a notamment décidé, lors de sa session du 19 septembre 2012, la création d'un groupe de travail dédié au financement des services et activités de bien-être, dont le rapporteur est le président de la Fédération nationale des associations des amis des marins (FNAAM). Cette décision du Conseil supérieur des gens de mer rejoint le souci exprimé d'instaurer un mode de financement pérenne, permettant aux associations d'assurer pleinement leur mission. Les travaux du groupe portent tout autant sur le choix du vecteur juridique susceptible de mettre en oeuvre un dispositif obligatoire de financement que sur les réponses immédiates à apporter aux associations dont certaines peuvent être actuellement en proie à des difficultés financières. Ces associations, ainsi que d'autres acteurs du monde maritime, ont préconisé la mise en place d'une redevance portuaire obligatoire par le biais d'une modification du code des ports maritimes, consistant en la création d'une catégorie nouvelle de droits de port. Cette proposition soulève des problèmes juridiques car le qualificatif de « droit de port » ne saurait être retenu en vertu de la définition qui ressort de la jurisprudence du Conseil constitutionnel. Un autre dispositif contraignant, à caractère obligatoire, comme l'instauration d'une nouvelle taxe, a pu être évoqué. Ce vecteur de financement présente,

cependant, peu de flexibilité au regard tant du montant collecté que des mécanismes de redistribution au profit des différentes associations. Aussi, afin d'apporter dès à présent des réponses pour un soutien logistique et financier aux associations, une démarche pragmatique doit être engagée dans les meilleurs délais afin d'inciter, dans un premier temps, les grands ports maritimes (GPM) à poursuivre leurs engagements, voire à s'engager si tel n'est pas le cas actuellement, puis à relayer cette demande auprès des ports décentralisés. Un correspondant portuaire « bien-être des gens de mer » a d'ores et déjà désigné dans chaque GPM et un état des lieux pour chaque port est en cours. Celui-ci sera étudié au sein du groupe « financement du bien-être » du Conseil supérieur des gens de mer qui poursuit ses travaux. L'objectif est de mettre en place une démarche de type « charte d'engagement volontaire » dans les GPM, conduite sur l'impulsion du ministre délégué, chargé des transports, de la mer et de la pêche, et ensuite de voir dans quelle mesure celle-ci peut servir d'exemple ou de complément aux actions déjà entreprises dans les ports décentralisés.

## Données clés

**Auteur :** [Mme Sylviane Alaux](#)

**Circonscription :** Pyrénées-Atlantiques (6<sup>e</sup> circonscription) - Socialiste, écologiste et républicain

**Type de question :** Question écrite

**Numéro de la question :** 49665

**Rubrique :** Traités et conventions

**Ministère interrogé :** Transports, mer et pêche

**Ministère attributaire :** Transports, mer et pêche

## Date(s) clé(s)

**Question publiée au JO le :** [11 février 2014](#), page 1235

**Réponse publiée au JO le :** [1er avril 2014](#), page 3091